

Rapport d'activité 2022



Présentation

La 27e Région a 15 ans déjà !

Nous sommes heureux de vous présenter dans ce rapport tout ce que nous avons accompli lors de cette année 2022, en particulier : aider les collectivités à tester des dispositifs de résilience managériale (*Capacités Publiques*, page 18), montrer la voie en matière de gestion publique écologique et sociale (*Nouvelles Mesures*, page 8), questionner la formation des élu.e.s aux transitions (*programme (Dé)formations*, page 10), donner un nouveau souffle aux laboratoires d'innovation publique (*Les Labonantes*, page 20), expérimenter le futur des contrats de villes (*Nouveaux Accords*, page 14), ou encore nous familiariser par le jeu avec les nouvelles formes de gouvernance inspirées des communs (*Kriz*, page 6).

Mais nous vous devons une petite confidence : tout n'a pas été un long fleuve tranquille, et nous avons dû redoubler d'efforts pour conduire certains programmes. Dans plusieurs d'entre eux, nous avons dû renoncer à certains tests pourtant prévus, une partie de nos interlocuteurs n'ayant pu s'impliquer autant que prévu. Par ailleurs trouver les bons partenaires a pris plus de temps, et financer les phases d'expérimentation de nos programmes nous a semblé plus difficile qu'avant ...

Bien sûr, nous avons l'habitude de traiter ces écueils. Mais avec la prise de conscience accélérée de l'ampleur des enjeux écologiques et sociaux, le contexte se tend : le rythme change, les exécutifs locaux voient leur mandat s'écouler à toute vitesse, la pression budgétaire est à son maximum, les priorités se multiplient sans nécessairement converger entre elles, agent.e.s, élu.e.s mais aussi citoyen.ne.s sont ultra-sollicité.e.s, etc.

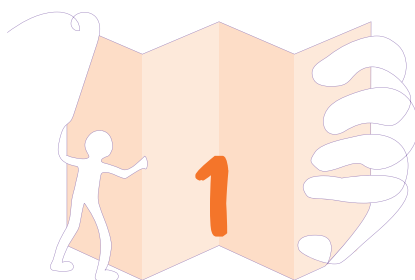
Toutes ces tensions génèrent de nouveaux défis qui sont autant de chantiers qui s'ouvrent à nous, à la croisée entre transformation publique et transition écologique et sociale. Mais pour rester pertinents à moyen et long terme, nous devons régulièrement nous réinventer. Il nous revient de faire évoluer nos modèles, d'explicitier nos orientations dans ce nouveau contexte, de montrer que nous sommes en mesure d'aborder des défis toujours plus complexes, de fournir des preuves plus tangibles de nos avancées ...

C'est ce que nous avons commencé à faire cette année en produisant une première ébauche de notre théorie de transformation, déjà appelée à évoluer. Nous avons également besoin d'adopter une posture évaluative pour mieux comprendre les effets directs et indirects que produisent nos travaux sur nos adhérents et partenaires – et ceux qu'il faudrait produire à l'avenir. Avec nos partenaires, nous devons apprendre à mieux agir face à des enjeux toujours plus complexes et interdépendants. Nous devons aussi questionner notre place dans l'écosystème plus large de l'innovation publique, et voir comment faire évoluer les relations en son sein, avec nos collectivités adhérentes, les grands opérateurs publics, notre communauté professionnelle, les établissements de recherche, les fondations ...

C'est ce que nous ferons en 2023 avec votre aide.
Et vous, qu'en pensez-vous ?

L'équipe de la 27e Région

Sommaire



Nos publications

p. 6 – 13

2

Zoom sur un nouveau programme : Nouveaux Accords

p. 14 – 15

3

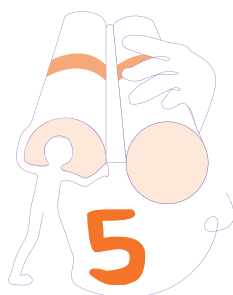
Programmes en cours

p. 16 – 21



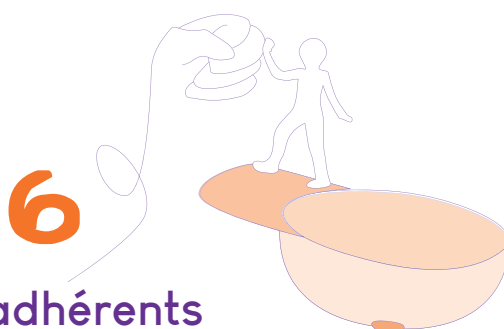
Nos événements 2022

p. 22 – 29



La vie d'équipe

p. 30 – 31



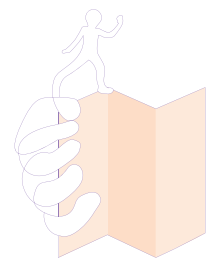
Nos adhérents

p. 32 – 33



Budget 2022

p. 34 – 35



Nos publications

Le jeu KRIZ

novembre 2022

*Un jeu pour aborder la résilience
à travers les communs*

Quel est le point de départ ?

KriZ est l'un des fruits du programme [*Enacting the commons*](#) qui nous a permis d'explorer, dans différents territoires européens, comment des acteurs locaux et des administrations se sont outillés pour répondre de manière plus collective aux crises endémiques ou soudaines qui frappent leur territoire. Dans beaucoup des territoires que nous avons traversés, les communs dessinent une alternative porteuse de plus de justice sociale, d'inclusion démocratique, de garanties environnementales, souvent à l'initiative de citoyen.ne.s ou d'acteurs de la société civile. Des *Pactes de Bologne* au *Community wealth building* en passant par *Decidim* ou le *Community right to bid*, KriZ permet de découvrir une cinquantaine d'initiatives qui, se donnant ou pas le nom de « communs », nous semblent redistribuer les cartes du pouvoir d'agir, de décider, de gérer des ressources collectives.

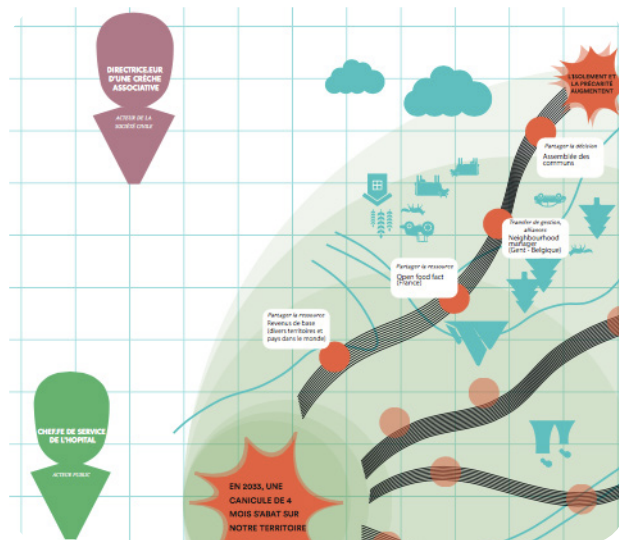
En quoi ça consiste ?

Le point de départ du jeu est un territoire fictif, mis en péril par une situation tragique (canicule longue, montée des eaux, passage en force d'un mouvement d'extrême-droite au pouvoir, etc) qui entraîne une diversité de conséquences d'ordres économique, politique, environnemental ou social (rupture des biens de première nécessité, saturation des systèmes de soin, perte de biodiversité, état d'urgence, dégradation de l'espace public, etc). Les participant.e.s, choisissent parmi une sélection de cartes « leviers de communs » les dispositifs qui permettraient collectivement de construire des réponses à cette situation, et négocient pour faire émerger un nouveau système.

À qui s'adresse t-il ?

KRIZ s'adresse à toutes celles et ceux qui veulent engager un dialogue autour des applications pratiques des communs, et est utilisable par exemple en démarrage de conversation, d'atelier, de projet.

Concrètement, le jeu se présente sous la forme d'un plateau de jeu, d'une série de cartes crises, de persona et de cartes mécanismes de communs. Il est possible d'y jouer de 3 à 9 joueur.euse.s, avec un maître du jeu, autour d'une table, mais nous l'avons également testé dans un format en ligne.



À consulter
et télécharger

🔗 [Déroulé du jeu](#)

🔗 [Plateau](#)

🔗 [Cartes risques](#)

🔗 [Cartes personnages](#)

🔗 [Cartes leviers de
communs](#)



Une cartographie des modèles de gestion compatibles avec la transition écologique et sociale

🔗 **Nouvelles Mesures** est un programme expérimental inter-collectivités visant à décrypter et expérimenter de nouveaux modèles comptables pour soutenir les acteurs publics face à leur responsabilité écologique et sociale, et leur permettre de développer des modes d'intervention compatibles avec les limites planétaires et le bien-être des personnes. Le livret d'exploration de *Nouvelles Mesures* est le fruit d'une enquête collective menée de juin à décembre 2021 par une trentaine de participant.e.s (agent.e.s publics et chercheur.euse.s), lors de 4 sessions d'ateliers collectifs.

Sa fonction est de mettre en lumière la dimension stratégique et politique de la comptabilité, et par extension de nos outils de gestion, pour piloter les transitions. Il comprend un lexique visant à clarifier les principaux concepts liés aux nouvelles formes de gestion écologique et sociale (par exemple la bioéconomie, le capital naturel, la double matérialité, la *Science Based Targets Initiative*, les scopes, la soutenabilité faible et forte, etc), une analyse comparée des nouvelles méthodes de gestion (budget vert, CARE, ESGAP, théorie du donut, etc), des scénarios issus d'un travail de prospective créative, des propositions de trajectoires et des propositions pour aller plus loin.



À qui s'adresse t-il ?

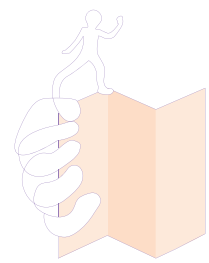
Le livret d'exploration *Nouvelles Mesures* s'adresse aux directions financières et à toutes les collectivités engagées dans une réflexion sur des modèles de gestion plus engagés en faveur de la transition et de la justice sociale, et à celles et ceux qui s'interrogent sur les étapes suivant la mise en place d'un budget vert. Il s'accompagne également d'une note présentant la méthodologie des expérimentations prévues dans les prochains mois.



À consulter
et télécharger

🔗 **Cahier d'exploration
Nouvelles Mesures**

🔗 **Présentation de la
méthodologie des
expérimentations
prévues**



Livrables finaux du **programme** **(Dé)formations**

*Trois outils pour repenser la formation
des élu.e.s aux transitions*

Quel est le point de départ ?

Pourquoi est-il difficile de former les élu.e.s à la transition, et comment faudrait-il s'y prendre ? C'est la principale question à laquelle tente de répondre le programme [*↻\(Dé\)formations*](#) que nous avons mené entre avril 2020 et avril 2022 avec l'Institut Paris Région. Au terme d'un travail d'enquête de terrain et d'une douzaine de tests menés en Ile-de-France et au-delà, nous publions les enseignements au travers de trois livrables à l'attention des élu.e.s et des acteurs de la formation.

En quoi ça consiste ?

Le premier livrable est une tribune réalisée par et pour les élu.e.s locaux, dans laquelle elles et ils expriment en quoi l'offre actuelle est en décalage avec la réalité de leurs besoins, et quelles seraient leurs attentes. La tribune a été signée par une cinquantaine d'élu.e.s et a été relayée en exclusivité par la revue *Le Courrier des Maires*.

Le second livrable se présente comme un « manuel de survie » à l'intention des élu.e.s locaux, et s'organise autour de 4 thèmes de formation saillants : comment construire un narratif commun au sein de l'exécutif ? Comment mieux faire alliance avec les agent.e.s et l'administration ? Comment faire évoluer la façon d'exercer le pouvoir ? Comment ne plus mettre les conflits sous le tapis ? Chacun de ces thèmes fait l'objet d'une lettre éphémère adressée sur inscription à une liste d'élu.e.s et de collaborateur.rice.s d'élu.e.s, également relayée par le *Courrier des maires*.

Le troisième livrable comprend une douzaine de conseils pour aider les acteurs de la formation à repenser leurs approches –par exemple pour mieux repartir des besoins réels des élu.e.s, mieux mobiliser les différentes formes d’expertise, s’appuyer davantage sur les ressources existantes, etc.

À qui s’adresse t-il ?

Aux élu.e.s engagé.e.s dans les enjeux de transition, à toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, s’intéressent à la formations des élu.e.s : organismes de formation bien sûr, mais aussi collectivités, acteurs publics ou para-publics désireux d’expérimenter d’autres manières de les embarquer, élu.e.s souhaitant tisser de nouvelles coopérations au sein de leurs territoire, réseaux, etc.

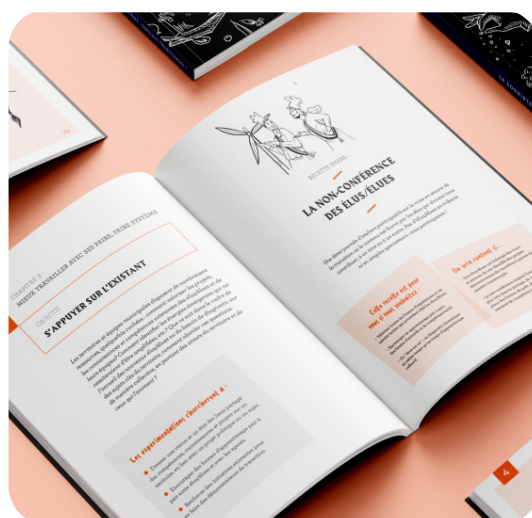


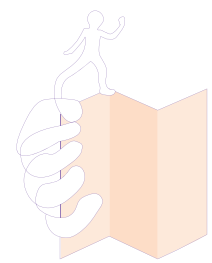
À consulter
et télécharger

🔗 [Tribune](#)

🔗 [Manuel de survie](#)

🔗 [Cahier à l'intention des
acteurs de la formation](#)





Publication de l'étude « Résilience, convivialité et solidarités de proximité »

*Une enquête de terrain sur les initiatives citoyennes
portées par des habitant.e.s parisien.ne.s*



Quel est le point de départ ?

Qu'est-ce qui pousse certain.e.s de nos voisin.e.s à prendre des initiatives pour favoriser l'entraide et le bien vivre ensemble, dynamiser le lien social au sein de leur quartier ou de leur résidence ? En quoi ces initiatives questionnent-elles le rôle des acteurs publics ? En 2021, en partenariat avec Camille Arnodin, sociologue, l'Institut Paris Région, l'Atelier Parisien d'urbanisme et la Ville de Paris, nous avons mené une enquête à partir de trois terrains : la République des Hypervoisins (17^e arrondissement), Quartier de soleil (17^e arrondissement) et l'association Saint-Yves Nouvelle créée pendant le confinement (14^e), auxquels s'est ajoutée une exploration « flash » de l'amicale de locataires « Chez nous » (17^e). En janvier 2022, nous avons publié les principaux enseignements de cette enquête.

En quoi ça consiste ?

L'enquête a donné lieu à des analyses documentaires, une quarantaine d'entretiens, un travail d'observation participante lors de nombreuses réunions et événements, l'analyse de dizaines de fils WhatsApp et réseaux sociaux, complétés par des séances de travail avec des chercheur.euse.s expert.e.s des enjeux de voisinage. Le rapport final comprend une analyse des trois terrains sous de multiples angles –récit, valeurs, méthodes, outils utilisés, organisation, communication, gouvernance, modèle économique, place dans l'espace public, relation aux institutions. Enfin il propose une dizaine de leviers d'accès pour les acteurs publics.

À qui s'adresse t-il ?

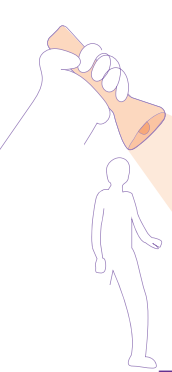
À tous les acteurs de la participation citoyenne, de la résilience urbaine, de l'innovation sociale qui s'interrogent sur les meilleures façons de favoriser des initiatives venant des habitant.e.s.



À consulter
et télécharger

[!\[\]\(8942d28dc4da2a769efbb41dc37c5a1c_img.jpg\) Billet de blog](#)

[!\[\]\(ef57557257cbb5c674d51a9e0a98bb4d_img.jpg\) Rapport de l'étude](#)



Zoom sur un nouveau programme : **Nouveaux Accords**

Expérimenter le futur des contrats de ville

Nous avons démarré à l'automne 2022 une recherche-action sur le contrat de ville, en partenariat avec l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires), Aix-Marseille Provence Métropole, la Ville de Vitry-le-François et la Communauté urbaine de Dunkerque ; et côté praticien.ne.s, les Agences Partie Prenante, Itinéraire Bis, Les Beaux Jours et Camille Arnodin.

Alors qu'une période de nouvelle contractualisation de la politique de la ville s'ouvre en 2023, l'ambition est de requestionner le contrat pour en faire un outil plus utile, qui facilite le travail des acteurs sur le terrain et élargisse leur capacité d'action ; un outil qui conforte et/ou permette de renouveler les pratiques des professionnel.le.s, et la coopération entre toutes les parties prenantes ; un outil qui permette de concilier ingéniosité /réactivité du terrain et stabilisation du cadre d'action.

Comment ? En repartant du terrain et en s'intéressant aux besoins des « chevilles ouvrières » de la politique de la ville, les chef.fe.s de projet développement social urbain (DSU), points d'entrée dans l'écosystème des contrats de ville, et leurs partenaires au quotidien, notamment les délégué.e.s du préfet.



Sur le terrain ...

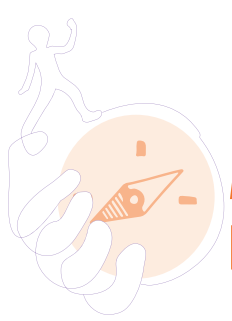
Les premiers entretiens et immersions dans le quotidien des équipes Politique de la Ville ont débuté, et se poursuivront en 2023 pour co-construire des expérimentations sur les trois territoires pilotes, pour tester de nouveaux outils, instances, pratiques professionnelles, méthodes de travail, etc ... permettant de nourrir l'élaboration des nouveaux contrats de ville.

La démarche sera également co-construite, mise en discussion et enrichie par une série d'ateliers à destination d'acteurs du DSU issus de territoires variés, qui permettront d'étayer le diagnostic sur les apports et limites des contrats actuels, mais aussi de se projeter sur la nouvelle génération de contrats, en interrogeant notamment leur capacité à adresser la question de la justice climatique.



Pour aller plus loin :

[le blog de Nouveaux Accords](#)



Programme en cours **Lieux Communs**

Administrer nos villes et nos territoires en commun

Comment gérer un équipement, un espace naturel, un service d'intérêt collectif par exemple, en impliquant de manière plus active les parties prenantes locales, habitant.e.s, acteurs associatifs, économiques, et autres institutions publiques ? Comment distribuer les rôles, partager la décision et la responsabilité, dessiner des modes de gestion plus collectifs ? Dans quelle mesure de telles approches permettent-elles de formuler des réponses nouvelles aux défis de revitalisation, de transition sociale, environnementale, démocratique, que doivent relever les villes ? Lieux Communs vise à acculturer les collectivités territoriales et les acteurs des politiques urbaines aux enjeux et modes de coopération pour prendre soin d'une ressource en commun, et leur permettre de s'approprier et de tester des nouveaux outils de gestion et des modes d'organisation collective (dispositifs d'implication des habitant.e.s, nouveau cadre juridique de mise à disposition de foncier public, modalités d'appui matériel et humain aux initiatives des citoyen.ne.s, etc.).



Gérer collectivement des locaux collectifs résidentiel : le tiers-lieu à Sevrans

Lieux Communs prend notamment appui sur l'expérimentation pilote menée à Sevrans « Lieu Commun Masaryk », de mars 2021 à décembre 2022, en partenariat avec les bailleurs sociaux Vilogis, Cdc Habitat et la Ville de Sevrans. Cette expérimentation vise à co-construire et tester de nouvelles coopérations pour la programmation et la gestion en commun de locaux collectifs résidentiels avec les acteurs du territoire (acteurs publics, bailleurs, habitant.e.s, acteurs associatifs et économiques).

Exploration en partenariat avec l'ANRU

Dans quelle mesure les approches de gouvernance partagée inscrites dans le mouvement des communs peuvent-elles venir inspirer les professionnel.le.s des quartiers en renouvellement urbain et les collectivités impliquées dans la politique de la ville ? Nous organisons avec l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) une série d'ateliers pour sensibiliser ces acteurs aux expériences de partenariats publics-communs, cerner ensemble des problématiques spécifiques à ces quartiers, puis explorer sous différents angles les leviers qui peuvent leur être utiles : modes d'organisation, dispositifs juridiques, expérimentations économiques, valorisation et mise en récit. Il s'agit à chaque atelier de croiser des retours d'expérience pour venir nourrir les projets et les réflexions des participant.e.s, et de capitaliser collectivement la démarche pour produire des outils utiles à la communauté de l'ANRU. L'ensemble est documenté sur le blog de Lieux Communs, mais prendra également la forme d'un cahier pratique édité par l'ANRU.

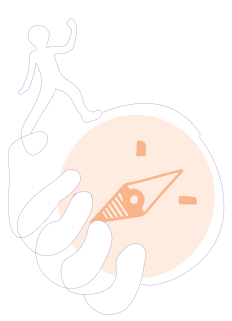
Exploration en partenariat avec l'ANCT

Avec le programme [Territoires en Communs](#), l'ANCT accompagne quatre collectivités (Vaison-la-Romaine, Vandoeuvre-lès-Nancy, Thiers et la communauté de communes de la Vallée de Kayzersberg) à concevoir une politique locale pour répondre aux enjeux d'un aménagement participatif de la ville, avec et par les habitant.e.s. Dans ce cadre, nous allons porter le volet « documentation » du projet partagé, afin de mettre en récit comment les collectivités engagées dans le projet se saisissent de cette thématique et de pousser plus loin l'hypothèse d'une approche « en commun » du sujet.

Lieux Communs est mené dans le cadre du projet « Construire au futur, habiter le futur » porté par La Région Île-de-France et un consortium de 120 partenaires, lauréat de l'appel à projets national « Territoires d'innovation ».

Pour aller plus loin :

[le blog de Lieux Communs](#)



Programme en cours Capacités Publiques

Renforcer la résilience des administrations face aux crises

3 pistes pour préfigurer l'administration résiliente de demain ...

Dans la lignée de l'enquête [↻ Réflexes publics](#) sur les innovations nées dans les administrations au début de la pandémie en 2020, le programme *Capacités Publiques*, qui s'est déroulé sur toute l'année 2022, a visé à préfigurer, par la pratique, l'administration résiliente de demain, en expérimentant autour de **trois pistes** :

**Le portage
d'initiatives
spontanées**

**La micro-
mobilité
professionnelle**

**Le management
de la subsidiarité**

Ces pistes sont autant de leviers d'action pour que la transformation publique puisse utilement révéler et renforcer la capacité des organisations et des territoires à réagir, rebondir et réduire l'impact des crises, mais également à mieux faire face à des besoins plus chroniques ou structurels des administrations et de leurs partenaires territoriaux.

Soutenu par le réseau ANACT-ARACT dans le cadre de son dispositif «La Fabrique de l'Amélioration des Conditions de Travail», le programme a embarqué 12 organisations publiques : la Communauté urbaine de Dunkerque, la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, Nantes Métropole, le lab La Piste (Département de l'Isère, CCAS, Ville et Métro de Grenoble), la CARSAT Centre Ouest, la Ville de Caluire-et-Cuire, la Ville de Lyon, le Département de la Gironde et la Région Centre Val de Loire.



Sessions collectives

Pour chaque piste, le programme a alterné des sessions collectives permettant le croisement et le partage pair à pair et entre administrations (état des lieux/ diagnostics croisés, veille et inspirations, co-développement) et la montée en compétence sur ces nouveaux modes d'organisation d'une part, et des temps d'appui « individualisé » pour construire et mener une série de tests, adaptés à chaque organisation.

Parmi les idées développées et testées : un incubateur à idées, un dispositif de micro-mobilité inter-institutionnelle, un parcours d'initiation à la gouvernance partagée ou encore un processus pour co-définir et adopter des pratiques de travail plus en autonomie au sein d'une équipe.

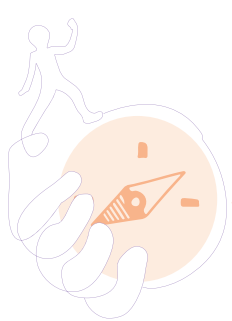
Les pistes explorées correspondent à des tendances de fond, même si elles sont encore fragiles, d'une transformation managériale et culturelle des collectivités, visant à développer l'agilité, renforcer l'autonomie et la prise d'initiative, favoriser l'expérimentation, redistribuer autrement le pouvoir d'action au profit de l'intelligence collective, redéfinir le rôle du manager...

Elles prennent une nouvelle résonance au regard des signaux apparus ces derniers mois : perte de sens, crise du recrutement, sobriété de l'action, bifurcation ou renoncements ... autant de mots/maux qui dessinent un nouveau régime, une nouvelle ère de la gestion publique et ouvrent la voie à de nombreux chantiers pour bâtir les capacités publiques de demain.

Toutes les étapes du programme sont à retrouver sur le blog et le livrable sera publié en mars 2023.

Pour aller plus loin :

🔗 [**Le blog de Capacités Publiques**](#)



Programme en cours

Les labonautes

Explorer l'avenir des laboratoires d'innovation publique

Chaque jour ou presque, des administrations annoncent la création de leur laboratoire d'innovation publique. Mais le décalage entre les ambitions et la réalité est grand.

Inspiré des travaux de la chercheuse canadienne Lindsay Cole et du réseau « Transforming cities », et mené dans le cadre d'un partenariat avec la DITP (Direction interministérielle de la transformation publique) et le Ti Lab, laboratoire régional d'innovation publique en Bretagne, nous avons lancé début 2022 Les Labonautes, dont l'objectif est d'explorer à quoi pourrait ressembler l'avenir de ces labos s'ils portaient des ambitions plus fortes –dont la transition écologique, la justice sociale ou la résilience des territoires–, s'ils étaient plus coopératifs, par exemple pour des services publics « sans coutures », et s'ils adoptaient des stratégies et des méthodes de transformation plus rigoureuses.

Pour cela un noyau dur d'une vingtaine de participants a été constitué : membres de laboratoires et directions d'innovation publique (Ti Lab, Lab-ah, Fabrique à projets, La Base, etc), chercheur.euse.s et expert.e.s permanent.e.s (UPEC, Ellyx, agence GRRR, Nuunat, etc.) et ponctuel.le.s (SDS, Quadrant Conseil, etc).

Ensemble ils participent à un cycle d'ateliers de travail courant jusqu'en avril 2023, organisés autour de 3 axes :

Re-politiser
(remettre du débat
sur les finalités de
l'innovation)

Ré-ouvrir (vers
l'écosystème interne
et externe)

Re-théoriser
l'activité des
laboratoires
d'innovation
publique (expliciter
leurs finalités et
leur théorie de
transformation)

6 sessions ont été organisées en 2022 :



Une première pour analyser les difficultés vécues par les laboratoires d'innovation publique, une seconde pour faire mieux connaissance et ouvrir la question de la re-politisation, une troisième et une quatrième pour aborder l'enjeu de re-théorisation, une cinquième sur les questions de ré-ouverture, enfin une sixième sur l'évaluation de l'impact des laboratoires d'innovation publique. Les deux dernières sessions de 2023 porteront sur les questions d'évaluation et sur des recommandations générales au terme du programme. Presque toutes les sessions ont fait l'objet d'un compte-rendu en ligne.

En juillet, les premiers enseignements ont été présentés et testés sur un groupe « miroir » composé d'une quarantaine de participant.e.s. En septembre, nous avons organisé un événement autour d'un nouveau rapport sur les laboratoires d'innovation publique, en présence de ses auteurs : *Lindsay Cole (Vancouver)* et *Francisca Rojas (Bloomberg Philanthropies)*

De nombreuses ressources et méthodes ont été identifiées ou produites et parfois testées durant le programme, et feront l'objet d'un livrable en ligne en 2023.

Pour aller plus loin :

🔗 [**Présentation des Labonautes**](#)

🔗 [**Le blog des Labonautes**](#)

🔗 [**Les travaux de Lindsay Cole**](#)



Plus de soixantes événements en 2022

Nos webinaires adhérents

« Les fondations territoriales : du développement du mécénat local, au financement de communs territoriaux ? »



7 avril

« **Design et agences d'urbanismes** »

Deux webinaires organisés par la 27^e Région avec l'Institut Paris Région, l'Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées, l'Agence d'urbanisme de Saint-Etienne et celle de Bordeaux pour explorer en quoi les méthodes issues du design (design de service, social design) peuvent renouveler l'offre voire le positionnement des agences d'urbanisme.

1^{er} juin & 29 septembre

« Démocratie alimentaire : des expérimentations qui redonnent du pouvoir d'agir aux citoyen.ne.s »

30 juin



Il était une fois, la petite histoire des grandes politiques publiques

Cultures publiques

Cultures publiques

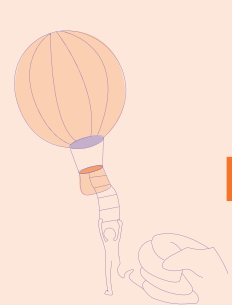
Petite histoire des grandes politiques publiques : l'hôpital

Mandatures, périodes	1958-1970 De Gaulle	1970-1995 Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac	1996-2010 Chirac, Sarkozy	2010 jusqu'à aujourd'hui Sarkozy, Hollande, Macron
Plans, programmes, politiques	1958 • Réforme Debré	1970 • La Bouin	1996 • Objectif national de dépenses de l'assurance maladie (ONDAM), intégré à la loi de finances de la sécurité sociale (FSSJ, dépend maintenant de Dots) 2002 • Plan Hôpital 2007 2007 • La Fouchère, doctrine sanitaire 2007 • Révision générale des politiques publiques (RGPP) 2007 • Plan Hôpital 2012 2008 • Réforme de l'administration territoriale de l'Etat (REATE)	2009 • Loi HPST (ARS et renforcement du chef d'établissement) 2018 • Ma santé 2022 2019 • Plan Macron 2020 • Ségur de la Santé
Instances et organisations	1958 • Commission nationale de l'équipement hospitalier 1958 • Conseil supérieur des hôpitaux 1958 • Conseil supérieur de la fonction hospitalière	1974 • Observatoire régional de la santé 1977 • Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales (DRASS) 1991 • Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) (future Haute Autorité de santé - HAS)	1996 • Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) 1996 • Communautés d'établissements de santé 1996 • Groupements de coopération sanitaire 1996 • Agences régionales de l'hospitalisation (ARH) 1998 • Union des caisses d'assurance maladie 2003 • Mission nationale d'expertise et d'audit hospitalier (MEAH)	2009 • Communauté hospitalière des territoires 2009 • Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux (ANAP) 2010 • Agences régionales de santé (ARS) 2012-20 • Contrats de performance et modernisation (CPM), remplacés par l'Agence le Conseil national de l'amélioration en santé (CNS) 2016 • Groupement hospitalier de territoire (GHT)
Doctrines	Le modèle hôpital-centré	Fis années 70 • Début de la suppression des lits • Rationalisation et planification de l'hôpital • Début de l'hôpital entreprise • L'Etat étend son pouvoir sur les cliniques privées • L'offre de soins crée la dépense • Pour maîtriser la dépense, il faut maîtriser l'offre • Si la santé n'a pas de prix, elle a un coût	• L'entreprise de new public management sur l'hôpital : performance, restructuration • Restrictions des budgets (Endam), dépenses découragées des lits • Structures/fonctionnements de l'hôpital • Fin du système hôpital-centré, et planification régionale • Il faut un patron à l'hôpital • Il y a trop de lits en France	• L'ubérisation de l'hôpital • Virage numérique des hôpitaux (intermittibilité) • Territorialisation de la santé • Expérience patient - organisation de la charge individuelle

Les innovateurs publics sont souvent amenés à (re)questionner des politiques qu'ils n'ont pas vraiment vécu, ou qu'ils ne connaissent pas... Comment se doter rapidement du niveau de connaissance minimum, sans prétendre devenir un.e expert.e ? Conçue par nos soins, la petite histoire des grandes politiques publiques est une nouvelle expérience pédagogique permettant de reconstituer collectivement les principaux faits et traits saillants d'une politique publique (doctrines, mots d'ordre, etc) depuis – en gros – l'après-guerre. Concrètement, il s'agit d'un atelier de 2h30 réunissant une dizaine de participant.e.s aux profils variés (expert.e.s, praticien.ne.s, curieux.ses). La production finale de cet atelier est une frise (diffusée par *Horizons Publics* qui est partenaire de la démarche), et sert de point de départ à des débats et réflexions sur des sujets d'actualité. Le premier atelier, organisé le 4 juillet, portait sur la politique hospitalière. Il a permis de produire une frise d'une page sur laquelle on retrouve une synthèse des doctrines successives des politiques hospitalières, les dates décisives, les organismes créés et remplacés au fil du temps, etc. Le prochain atelier est prévu en février 2023. Il portera sur l'histoire des minimas sociaux et du RSA, et sera organisé en partenariat avec Aequitaz.

À consulter
et télécharger

🔗 **Pour retrouver la
session sur l'histoire
de l'hôpital**



Nos interventions ...

... *Durant le mois
de l'Innovation publique*

Management innovant, avec Oyena et Horizons
Publics, Paris, 14 novembre

Puissance d'agir et coopération locales,
avec l'ANCT, Paris, 18 novembre

Célébration des 5 ans du TiLab,
Rennes, 18 novembre

« Innovation publique : tendances 2022 »,
pour la BNF, Paris, 21 novembre

**Design des politiques publiques : perspectives
pour demain** à l'ENSCI, Paris, 22 novembre

Séminaire « Où en est l'innovation publique ? »,
à l'INSP, Paris, 23-24 novembre

**Rencontres des directeur.trice.s innovation
des Régions**, Paris, 8 décembre

**« Y'a quelqu'un ici ? Comment repenser
l'accueil public ? »**, Paris, 9 décembre

Nos interventions ...

... Pour des écoles et des formations continues

Intervention à Strate College, 12 janvier

Intervention à l'Ecole des Ponts ParisTech, dans le cadre du séminaire « Agir dans un système : la mobilisation des acteurs autour du Climat », 17 janvier

Intervention pour le DSAA La Souterraine, 18 janvier

↻ **CERDD, Cycle de formation Accompagner les territoires participatifs** : Co-animation, avec Elisabeth Dau, d'une journée « Raisonner par les communs », 27 janvier

Intervention MSC Stratégie et désign pour l'Anthropocène, ESC Clermont et Strate, 24 février

Intervention pour le master Sciences Po EM Gouvernance territoriale, à Sciences Po Paris, 17 novembre

Intervention pour le master « Innovation by design » à l'ENSCI, 25 novembre

... À l'international

Intervention à distance pour le programme sud-africain d'échanges sur les nouveaux modèles économiques et sociaux urbains, animé par le Ministère de l'économie d'Afrique du Sud avec les 8 principales métropoles du pays, 8 mars

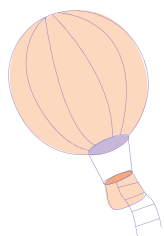
Entretien sur la participation citoyenne dans les projets urbains, Université Libre de Bruxelles, 19 septembre

Rencontres du réseau international Social Innovation eXchange, SIX, Londres, 27 et 29 septembre

↻ **Intervention de Lindsay Cole** (Ville de Vancouver, CAN) **et Francisca Rojas** (Bloomberg Philanthropies, NYC) dans le cadre des Labonautes, Paris, 12 octobre

↻ **Rencontres internationales CityLab**, à Amsterdam, 9 au 11 novembre

Intervention pour le réseau Civic Challenge sur les modèles de gouvernance public-communs, Berne, 22 novembre



Nos interventions ...

... Dans les réseaux professionnels, la communauté de la recherche, les collectivités et services de l'État

Comité d'orientation des programmes Territoires en commun et Territoires d'engagement de l'ANCT, 7 janvier et 30 juin

Atelier Sciences Po Paris / OCDE : intervention sur la thématique des partenariats public-communs, 20 janvier

Groupe miroir « Horizon Europe » coordonné par le Ministère de la transition écologique et solidaire pour accompagner les territoires français dans leur implication dans les programmes de recherche européens : Intervention sur les sujets des nouvelles gouvernances, 24 janvier

Forum pour l'avenir franco-allemand : Intervention sur le sujet des partenariats public-communs, 24 janvier

Introduction au design de service dans l'action pour les projets Leader de la Région Normandie, 27 février

Présentation de l'étude sur les initiatives citoyennes à la Fondation Paris Habitat, 14 mars

Participation au Printemps des services publics, à Bobigny, 19 mars

Intervention lors de la journée de recherche « Le citoyen-usager en co-conception urbaine », Mines Paritech, 30 mars

Intervention dans le webinaire de la Région Normandie « Améliorer l'expérience usagers dans les politiques régionales », 31 mars

Co-organisation de la soirée « Design des politiques publiques : nouvelles générations » avec Vraiment Vraiment, au Ground Control, Paris, 5 avril

Intervention pour les CAUE d'Ile-de-France, matinée « La biodiversité, une question de valeurs ? », 21 avril

Intervention à Grenoble Capitale Verte : Forum sur la comptabilité écologique, Grenoble, 31 mai

Intervention pour le programme de formation des laboratoires d'innovation publique CLIP, DITP, 2 juin

Intervention pour la Biennale de Saint-Etienne, Cité du Design, 7 juin

Intervention pour les rencontres européennes de la démocratie participative, Parlement de Strasbourg, 24 juin

Intervention pour le forum Labcom, à l'Université de Poitiers, 30 août

Atelier de réflexion sur l'innovation sociale, Ademe, 8 septembre

Appui à la réflexion pour le réseau des temps Les Temporelles, MEL, 23 septembre

L'innovation ouverte au service de l'action publique, DITP, 4 octobre

Présentation du programme Nouvelles Mesures au comité Transition écologique de la Fondation de France, 7 octobre

Cabinet de Stanislas Guerini, Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, 17 octobre

Intervention webinaire « Budget climat et comptabilité écologique : méthodes et perspectives pour les collectivités », CNFPT/Inset de Montpellier, 17 octobre

Interview sur le thème de la résilience, INET, 26 octobre

Intervention au Forum mondial de la démocratie, Strasbourg, 4 novembre

Sensibilisation au design de services du réseau de facilitateurs, Ville de Poitiers, 8 novembre

Participation au groupe de travail Parresia, Ellyx, 10 novembre

Intervention pour le Labo du Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle : Design fiction et nouveaux imaginaires économiques, 7 novembre

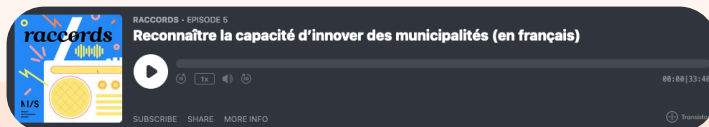
Intervention pour le séminaire « Climat et justice sociale », 4 décembre

Accompagnement des Rencontres du réseau des directeurs d'innovation publique des Régions, Maison de la Bretagne, 8 décembre

Audition par le Conseil d'État sur le thème « Le dernier kilomètre des services publics », 16 décembre

➤ La presse en parle !

🔗 Interview podcast de Stéphane pour la Maison de l'Innovation Sociale, Montréal, sur le thème de l'expérimentation dans les collectivités, 10 février



Nouvelles Mesures cité dans un 🔗 article et une 🔗 interview dans 🔗 La Gazette des Communes, 28 février

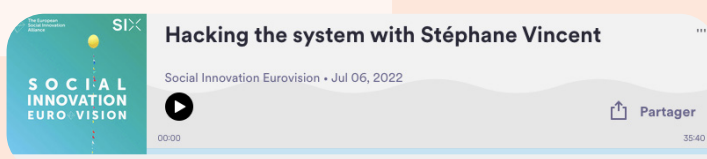
(Dé)formations cité dans 🔗 la nouvelle publication du Shift Project, 9 mars

🔗 Interview d'Anne Tavernier et Jean Laudouar sur Nouvelles Mesures dans la Lettre du Cadre, 1 avril

🔗 Nouvelles mesures cité dans le dossier « Transitions : de nouvelles approches pour compter ce qui compte », Horizons Publics, 8 avril



🔗 Interview podcast de Stéphane pour la newsletter de SIX, Social Innovation eXchange, 6 juillet





La vie d'équipe

Nos supers recrues



Manon Leroy

qui était en alternance à
La 27e Région l'année dernière
est passée en CDI début
septembre.



Chloé Rotrou

designer, a rejoint
l'équipe fin août.

Nos supers stagiaires

Manon Walter

(diplômée en 2020 de l'ENSAD à Nancy),
en stage chez nous de septembre 2021 à février 2022,
puis en CDD jusqu'à la fin de l'année 2022

Odile Nieuwyaer

élève administratrice territoriale (INET) accueillie
en stage en février 2022

Hector Caron

étudiant en master à Sciences Po Paris,
accueilli en stage de mi octobre 2022
à mi février 2023.



Coups de main

Une mission de « mentorat et appui design » a été confiée à **Romain Thévenet**, designer et ex-cofondateur de la 27e Région, à raison d'une journée par semaine d'octobre 2021 à juillet 2022.

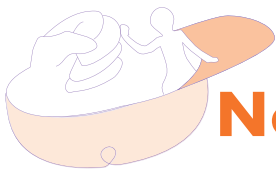
Stratégie

Début 2022, nous avons publié la première version de notre

« théorie de transformation »

une tentative de clarifier les ambitions poursuivies par la 27e Région et les modalités selon lesquelles elle entend les mettre en oeuvre .

 [**À lire ici**](#)



Nos adhérents

Bienvenue à ceux qui nous ont rejoints en 2022

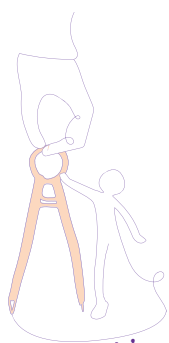


Adhérent.e.s individuel.le.s

DELBOSC, Agnès
MARCHANDISE, Jacques-François
THEVENET, Romain
JÉGOU, François
SONNET, Frédérique
PANDELLE, Laura
IRRMAN, Olivier
CARTON, Anne

VILLEFRANQUE, Arnaud
QUEMENEUR, Christophe
DELAForge, André
POIROUX, Mickaël
ARNODIN, Camille
ECREMENT, Victor
PETIT, Louise
BOUQUETY, Cedric

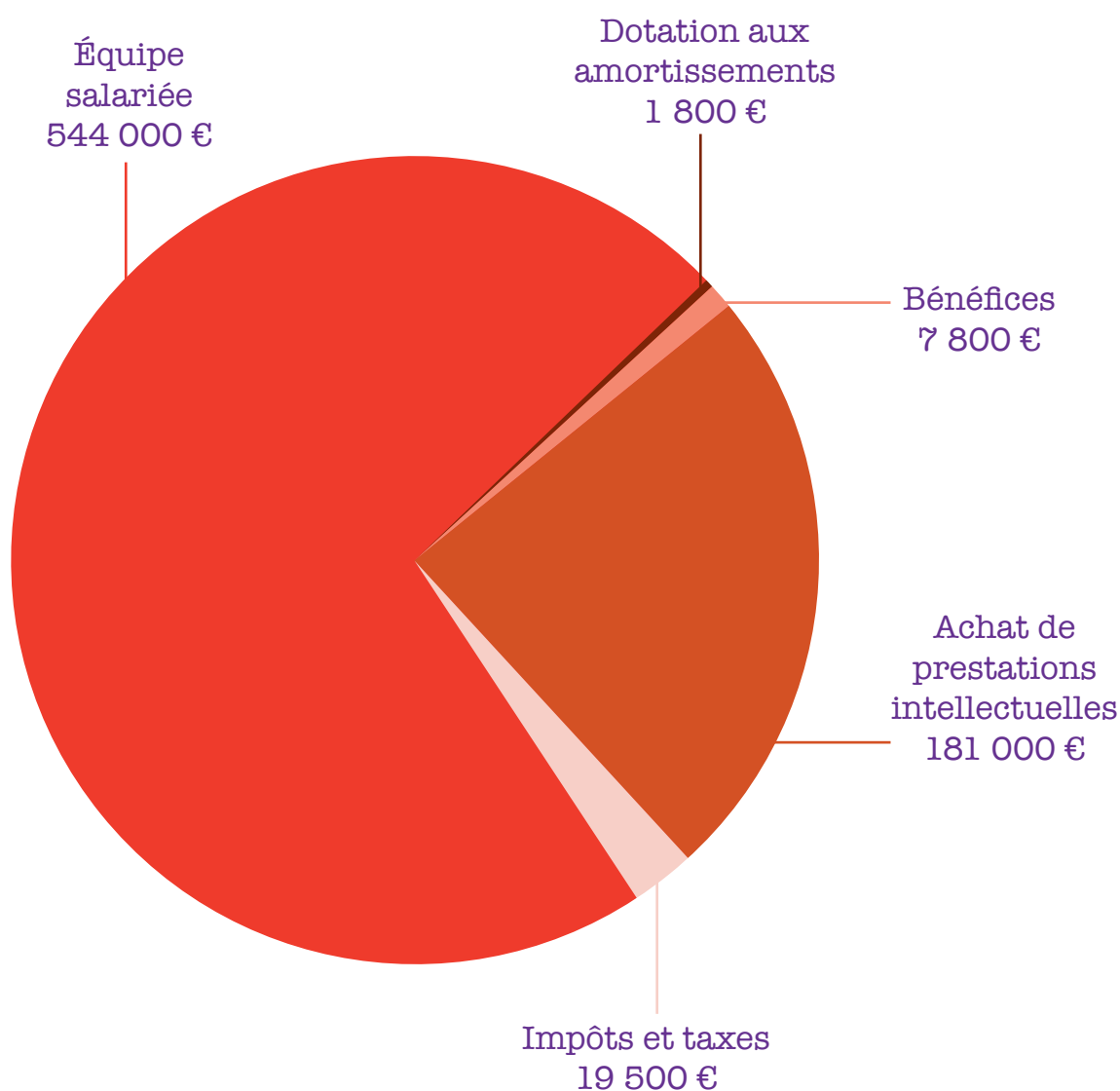




Budget 2022 En chiffres

L'activité s'est un peu étoffée en 2022, par rapport à l'année précédente, pour s'élever à 750 000€, avec un résultat annuel très légèrement positif de 7800€. L'équipe salariée, composée de 7 personnes, demeure constante. Les financements publics sont majoritairement composés de subventions liées aux programmes en cours, ainsi que de 38 adhésions de collectivités et organismes publics.

Répartition des Charges



Répartition des produits

